

# « Ecole inclusive » : quelle réalité ?

## appel de 85 enseignants et AESH du Val d'Oise

Nous sommes 85 personnels (enseignants, AESH) du Val d'Oise réunis le 14 novembre à St Ouen l'Aumône à l'initiative de la FNEC FP-FO 95 dans le cadre de la préparation de la Conférence nationale du 17 novembre sur l'inclusion systématique.



**Voici quelques éléments concrets de la situation dramatique dans le Val d'Oise à l'automne 2023 :**

- un millier d'élèves ayant une reconnaissance de handicap par la MDPH n'ont aucun accompagnement,
- des centaines d'élèves en situation de handicap ont un nombre d'heures dérisoire d'accompagnement
- des centaines de dossiers d'élèves sont en attente de réponse de la MDPH,
- 500 élèves ayant une notification pour une scolarisation adaptée dans un établissement spécialisé (IME, ITEP...) n'ont aucune place
- 247 équivalents temps pleins AESH sont vacants (soit 340 AESH à 24h/semaine)
- toujours plus de personnels (enseignants, AESH...) en détresse et/ou victimes de violence, toujours plus d'élèves en souffrance

**Nous constatons tous les jours les dégâts de l'inclusion scolaire systématique et du manque de soins sur les élèves et les personnels. Cette maltraitance institutionnalisée doit cesser !**

Nous avons été informés du nouveau coup de force de la 1<sup>ère</sup> ministre par un sezième 49.3 dans la nuit du 7 novembre, pour imposer, entre autres, l'article 53 du Projet de Loi de Finances 2024 qui lance la **mise en œuvre de « l'acte II de l'Ecole inclusive »** (fusion AESH/AED pour les transformer en un seul métier : « Accompagnant à la Réussite Educative », Transformation des

# « Ecole inclusive » : quelle réalité ?

## appel de 85 enseignants et AESH du Val d'Oise

PIAL en **Pôle d'Appui à la Scolarité** soit un énorme « pôle ressource » en charge de TOUT : accompagnement au sens très large (élève handicapés et personnels des écoles et établissements...) et même des modalités de mise en œuvre des notifications MDPH, y compris pour les aides individuelles.

**Nous exigeons son retrait pur et simple.**

En réponse, **nous revendiquons** :

- Le maintien et le développement des établissements médico-sociaux (IME, ITEP, IM-Pro...), et la création de tous les postes nécessaires pour respecter systématiquement et intégralement l'ensemble des notifications MDPH ;
- L'arrêt de la culpabilisation des personnels pour lesquels la hiérarchie laisse entendre que les compétences professionnelles sont insuffisantes : **la pédagogie ne peut en aucun cas se substituer aux soins !**
- L'ouverture de places en classes et dispositifs spécialisés (ESMS, ULIS) et en classes adaptées (SEGPA),
- Le recrutement d'enseignants spécialisés (RASED, ULIS, SEGPA, ESMS), le retour à une réelle formation spécialisée sur temps de service et le maintien des missions de prise en charge des élèves ;
- L'abandon des PIAL et des futurs PAS ;
- L'abandon du projet de fusion AESH et AED en ARE ;
- Un statut de fonctionnaire d'Etat et un vrai salaire (*temps plein dès 24 heures hebdomadaires d'accompagnement*) pour les AESH et une vraie formation professionnelle et diplômante sur le temps de classe.

**Nous mandats trois délégués du Val d'Oise pour participer à la Conférence Nationale du 17 novembre, au siège de la Confédération FO, en transmettant cet appel avec nos revendications.**

**Pour gagner sur nos revendications, nous demandons l'organisation d'une initiative nationale, proposée à l'ensemble des organisations syndicales, sous la forme d'une grève et/ou d'une grande manifestation nationale.**